

À Aix-Luynes, il n'y a plus d'ambiguïté.

La Direction Générale de l'administration pénitentiaire et la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Marseille ont **promis, répété, affiché des engagements qu'elles ne respectent pas.**

Ce qui devait être une anticipation n'est devenu qu'une façade. Ce qui devait être un renfort s'est transformé en manque **et ce qui devait être une stratégie n'est plus qu'une dérive.**

Les effectifs disparaissent, les postes restent vacants, et ceux qui tiennent la détention le font à bout de souffle.

On continue pourtant de parler d'organisation, comme si les mots pouvaient remplacer les agents. On continue d'annoncer des solutions, alors que sur le terrain, rien ne vient. Preuve encore 52 départs pour seulement 10 arrivées, c'est une véritable fuite en avant du personnel et la prochaine CAP sera dramatique !

Et pendant que tout se dégrade, le QLCO arrive. Pas comme une réponse mais comme une charge supplémentaire : une structure de plus sans moyens humains réels, qui va simplement déplacer la pénurie au lieu de la résoudre. On ne renforce rien. On fragilise tout.

Ce qui tient aujourd'hui est tenu à bout de bras par les agents, par leur engagement, leur capacité à absorber, à compenser, à faire fonctionner un système qui coule sans canaux de sauvetage.

Lors de son déplacement pour l'annonce du QLCO, le DGAP s'était engagé à combler les postes vacants : encore une promesse en l'air.

A force de jouer avec les effectifs, à force de considérer la pénurie comme une simple variable, il y aura un moment où cela ne tiendra plus.

Et ce jour-là, ce ne seront pas des chiffres qui tomberont : ce seront des agents. Et cette fois, nos chers monarques ne pourront dire qu'ils ne savaient pas.



Mais cette réalité-là, personne ne veut la regarder, parce qu'elle dérange, parce qu'elle contredit les discours, parce qu'elle montre que la situation leur échappe.

Après les agressions, après les alertes, après les signaux évidents, rien ne change. La trajectoire reste la même. Pire, elle s'aggrave. Comme si tirer toujours encore plus sur les mêmes devenait une norme acceptable.

Alors il faut dire les choses telles qu'elles sont : les engagements n'ont pas été tenus.

Et ce qui est présenté comme une gestion n'est plus qu'une fuite en avant.

Ouvrir dans ces conditions, c'est exposer au danger. Continuer ainsi, c'est prendre un risque. Et ce risque, ce ne sont pas ceux qui décident du haut de leur trône qui le prennent.



« La confiance se gagne par les actes, jamais par les promesses. »

— Napoléon Bonaparte

Nous vous promettons des palettes et des pneus ! Même seul, le SPS-CEA se battra jusqu'au bout pour faire valoir les droits du personnel !!!

Le Bureau Local
10 avril 2026